



Lettre ouverte au directeur des finances publiques de l'Eure

Évreux, le 12 juin 2020,

Monsieur le Directeur,

Depuis maintenant quelques mois vous avez décidé de profondément resserrer et réformer le réseau départemental de la DGFIP.

Votre projet présenté en 2019 et auquel l'ensemble des représentants des personnels et une grande majorité des personnels étaient opposés, a été validé par vous seul et à marche forcée, même vis-à-vis de nombreux élus en désaccord.

Vous avez, au mépris de toutes les remontées de terrain, signé un accord avec le Conseil départemental en fin d'année 2019 pour la mise en œuvre du Nouveau Réseau de Proximité.

Au début de cette année 2020, vous avez commencé à mettre en œuvre votre projet en transférant les emplois liés à la création du SDIF de Louviers alors même que le dialogue social sur cette question n'avait pas eu lieu (consultation du CHSCT et ensuite du CT).

Les groupes de travail métiers ont ensuite débuté pour l'organisation future de cette structure. La participation à ces groupes de travail n'a pas été ouverte à tous les personnels mais seulement à quelques-uns invités par le Direction, les OS étant quant à elles exclues.

Ceci a donc conduit Solidaires Finances Publiques à demander une réunion afin de connaître les avancées sur ce dossier, les différentes pistes en termes d'organisation métier et d'installation physique de la nouvelle structure. Cette réunion a eu lieu en date du 11 mars et nous n'avons pu que constater que ce projet était très loin d'être abouti sans parler de l'installation physique dans les locaux.

Est arrivée la crise sanitaire que nous connaissons et tout a été suspendu, enfin officiellement !

En effet, officieusement, il s'est avéré que vous avez continué à avancer sur vos projets de restructurations en profitant du confinement et de l'absence sur le terrain des organisations syndicales et des représentants du personnel. Vous avez créé la structure SDIF juridiquement via TOPAD en plein confinement alors que les instances représentatives des personnels n'avaient pas été réunies.

Vous avez ensuite attendu le dernier moment pour informer les agents du département de cette création juridique, à la sortie des annexes aux notes sur les mouvements locaux alors que depuis le mois de mars vous saviez très bien que la structure serait dans ALOA et que les agents devraient muter au 1^{er} septembre 2020 quand bien même le SDIF n'existerait pas encore physiquement.

Solidaires Finances Publiques vous a pourtant sans cesse demandé d'à minima reporter cette opération à l'instar de ce qui s'est fait dans bien d'autres départements. Vous allez créer une situation ingérable pour les chefs de service et cela aura de graves conséquences professionnelles et personnelles pour de nombreux collègues obligés d'aller travailler loin de leur domicile.

Par ailleurs, l'organisation en open space qui est prévue doit absolument être abandonnée compte tenu de la crise sanitaire. Il est évident que cette installation doit être proscrite pour éviter les propagations de virus.

Avant le confinement, nous devons avoir communication du calendrier des opérations de restructurations. Confinement oblige, la communication sur ces questions s'est arrêtée mais pas vous !

Ce calendrier, selon vous, mettrait fin à l'anxiété des personnels leur donnant une visibilité sur plusieurs années.

Solidaires Finances Publiques vous l'a donc demandé à plusieurs reprises et notamment en vue des mutations locales pour permettre aux agents de se positionner dans le temps.

Vous avez refusé de nous le donner au prétexte qu'il était à revoir compte tenu du retard pris avec le confinement et de la mise en œuvre tardive des nouveaux conseils municipaux.

Alors ce calendrier n'existe plus, il serait à nouveau en cours d'examen ? Seulement nous apprenons que le SIP recouvrement des Andelys est en cours de déménagement pour rejoindre l'étage, que la trésorerie de Gisors devient caisse principale du site dès la semaine prochaine.

Auriez-vous oublié l'état catastrophique de cette trésorerie et le droit d'alerte qui en a découlé ? Vous souvenez-vous qu'il manque du personnel ? Avez vous conscience de la difficulté dans laquelle vous les mettez à nouveau ? Pourquoi ce choix ?

Et tout cela doit être fait en urgence avant l'été !

Nous vous rappelons que le Comité technique doit être consulté lors de la mise en place d'une caisse commune ou d'une nouvelle organisation du travail. Il aurait également été de bon aloi de consulter les acteurs de la prévention !

Pourquoi cette précipitation si ce n'est parce que vous envisagez de créer le SGC des Andelys de manière accélérée...

Votre mépris à l'égard des personnels et de leurs représentants s'est encore illustré dans la création physique anticipée du SPF-E départemental fusionné au 1^{er} septembre 2020. En effet, vous annoncez la nouvelle aux agents concernés via leur chef de service alors qu'il ne leur restait plus qu'un jour pour faire une fiche de vœux !

C'est par les collègues que les représentants du personnel ont appris que le report de la fusion des SPF était pour 2021 et vous n'avez encore rien communiqué aux organisations syndicales ! Pire encore ce même vendredi lorsque nous avons interrogé le directeur adjoint, il n'était pas au courant ...

Pourquoi anticiper cette fusion alors que nous ne savons pas à quelle date la fusion des bases pourra se faire et qu'un peu d'humanité aurait permis aux agents de Louviers et de Pont Audemer de rester sur leur site une année de plus ?

Que dire encore de votre décision de réouvrir 3 SIP au public sans aucune anticipation ni consultation des acteurs de la prévention en informant les chefs de service et les agents le vendredi pour le lundi ?

Nous ne citons là que les informations que nous avons pu recueillir de manière certaine mais sans nul doute vous avancez sur d'autres projets à en croire les nombreuses rumeurs qui circulent.

Cette manière de procéder est parfaitement inacceptable !

Le dialogue social ne se borne pas à programmer des instances dans lesquels vous ne distillez que les informations que vous avez envie de donner au mépris des informations que nous sommes en droit d'attendre et de notre avis de manière générale.

Le dialogue consiste bien en un échange et une prise en compte de l'avis des uns et des autres !

Solidaires Finances Publiques vous demande donc de respecter le dialogue social et surtout les agentes et les agents de votre département que nous représentons.

Cordialement,

Isabelle LAURENT
Secrétaire Départementale
Solidaires Finances Publiques